

Athili Sapriina
Paritosh Chakma



Droits légaux et évolution des politiques

Le 11 janvier 2018, le gouvernement du Chhattisgarh alors dirigé par le premier ministre Raman Singh a été forcé de retirer un projet de loi controversé (amendement de la loi de 2017 sur le Code du Revenu de la Terre) quand celui-ci est passé devant l'Assemblée législative de cet Etat, suite aux protestations véhémentes des populations autochtones tribales. En effet, ce projet de loi autorisait l'achat par le gouvernement du Chhattisgarh de terres des peuples autochtones tribales pour les projets gouvernementaux.

Le 24 décembre 2018 dans une mesure inhabituelle, le nouveau gouvernement du Chhattisgarh, conduit par le premier ministre Bhupesh Baghel, a décidé de restituer aux populations autochtones tribales 1764 hectares de terres que le gouvernement avait achetées aux fermiers des populations tribales en 2015, en vue de l'implantation d'une aciérie du groupe Tata dans le secteur de Lohandiguda du District de Bastar³.

Un peu plus tôt dans l'Etat d'Assam, le 4 Novembre 2018, le premier ministre Sarbananda Sonowal initiait un processus du même type en restituant les titres de propriétés à près de 11 500 familles autochtones tribales⁴.

Au Jharkhand, le 6 décembre 2018, le cabinet d'Etat clarifiait une réglementation pour que des non tribaux ne puissent acheter de terres au nom de leur femme tribale. L'objectif de cette réglementation était de vérifier qu'il n'y ait pas d'acquisition induite de terre tribale par des non tribaux dans les zones réglementées en violation, du CTA (*Chotanagpur Tenancy Act*)⁵.

Violations des droits de l'Homme contre les populations autochtones tribales.

Le 9 août, un texte portant sur la « Prévention des Atrocités (PoA act) », (projet de Loi 2018 concernant les Tribaux et Castes Recensés, (« *Scheduled Castes* » et les « *Scheduled Tribes* », SC/ST) était présenté au Parlement Fédéral et porté au journal officiel le 17 août suite à l'accord du Président⁷. Ces amendements au texte sur les atrocités concernant les SC/ST (PoA Act de 1989)⁹, ont été apportés pour faire échec au jugement de la Cour suprême du 20 mars 2018⁸, qui entre autres choses, opposait un refus à la mise en liberté sous caution, section 438 du Code de procédure criminelle, pour les personnes accusées de faits relevant du PoA Act⁹. Le gouvernement central prétendait que le jugement avait affaibli les dispositions du PoA Act et entraverait le bon exercice de la justice pour les SC/ST¹⁰.

Une nouvelle section 18A dans le projet de loi pour le PoA Act visant à rendre nul le jugement défaillant de la Cour suprême; établit que « *les dispositions de la section 438 concernée, ne s'appliqueront pas aux cas dépendant de cette Loi, en dépit de tout jugement, ordre ou directive de n'importe quelle cour de justice* »¹¹.

Ce projet d'amendement de 2018 (PoA Act Sc/ST) a cependant été rétabli dans sa forme originale (SC/ST PoA Act) de 1989, suite aux protestations générales entraînées par cette décision de la Cour suprême de mars 2018.

Au cours de l'année, les populations autochtones tribales d'une centaine de villages des Etats du Jharkhand, du Madhya Pradesh, de l'Odisha, et du Chattisgarh, sont entrées en rébellion, dans ce qu'on appelle le Mouvement « Pathalghari » pour protester contre toutes les années d'oubli, de négligence ou d'exploitation, les concernant¹². Ces villageois ont pris l'habitude d'inscrire différents points de leurs principes d'action sur de grandes tables de pierre et refusent l'entrée sur leur territoire à des non autochtones¹³. Les peuples autochtones de ces zones se déclarent eux-mêmes « indépendants » de leur Etat fédéré et du gouvernement central fédéral.¹⁴

Les militants des droits des peuples autochtones et les experts constitutionnels considèrent la demande d'autonomie des *Gram Sabhas* comme constitutionnelle puisque la loi des *Panchayats* (Extension des « *scheduled Area* »), Actes de 1996 (PESA), prévoit une base pour l'auto-gouvernance des zones « tribales » et la protection des droits des autochtones relatifs à la terre, l'eau et les forêts....Mais les moyens utilisés par les leaders de ce mouvement pour atteindre cet objectif sont en conflit avec la loi.¹⁵

Ce conflit a conduit à une action de l'Etat Jaarkhand contre cette « rébellion »; en particulier il a réagi suite aux conséquences d'un viol en bande organisé de 5 femmes « militantes », organisé prétendument par le mouvement Pathalgarhi, dans le district de Khunti au Jharkhand en juin 2018.

Violations des droits de l'homme par les forces de sécurité

En 2018, les forces de sécurité continuent d'avoir une responsabilité dans les violations des Droits de l'Homme à l'encontre des populations autochtones tribales. Dans les zones

touchées par les conflits armés, les populations tribales sont prises en étau entre les Groupes armés d'opposition (GAO) et les forces de sécurité. De nombreux cas existent et beaucoup ne sont même pas répertoriés.

Voici quelques cas rendus publics, inclus ici pour illustrer l'importance de ces violations :

- Le 23 janvier, quatre jeunes tribaux, âgés de 13 à 17 ans, sont restés illégalement détenus par la police, lors d'une arrestation, et torturés au poste de police local à Kamla Nagar, à Bhopal, Madhya Pradesh. Ces jeunes gens étaient accusés par la police d'avoir organisé un vol de bijoux.¹⁶

- Le 8 février, Abinash Munda du village de Bhalupali, district de Sambalpur dans l'Odisha, est mort à Ainthapalli au poste de police après son arrêt le jour précédent dans une affaire de vol. La police a indiqué que son corps a été retrouvé pendu à l'aide d'un drap de lit dans le commissariat même. Cependant la famille de Munda prétend qu'il s'agit d'un cas de torture en prison.¹⁷ Le 9 février, des groupes locaux ont incendié le poste de police d'Ainthapalli, accusant la police d'avoir tué Munda.¹⁸

- Le 27 août, Pappu Bheel (30), un autochtone du village de Namana, district de Bundi au Rajasthan, est mort suite, dit-on, à sa torture au poste de police, un jour après avoir été emprisonné pour une affaire de vol. Les membres de la famille du défunt prétendent qu'il est mort suite à une torture en prison, et demandent une enquête judiciaire.¹⁹

- Le 21 décembre, un jeune autochtone, Pritam Debbarma (23), s'est, dit-on, suicidé chez lui, après avoir subi une torture en prison brutale au poste de police de Baijalbari, district de Khowai au Tripura. Le jeune homme avait été appréhendé le 20 décembre, suite à une affaire de trafic de drogue.²⁰ Quatre policiers, dont le responsable du poste de Bajalbari, Sukanta Debbarma, ont été mis en examen pour torture probable de Pritam en prison.²¹

Violations des droits de l'homme par des Groupes Armés de l'Opposition (GAO)

Les Groupes armés d'opposition (GAO) continuent de porter la responsabilité de violations flagrantes des lois humanitaires, incluant des meurtres, en 2018. Les maoïstes continuent de tuer des autochtones innocents en les accusant d'être des « informateurs de la police », ou bien ils leur reprochent simplement de ne pas obéir à leur « diktat ». La plupart des victimes ont été tuées lors de « Jan Andalats », sortes de tribunaux révolutionnaires populaires, tenus par les maoïstes. Selon le Ministère des affaires intérieures, entre 2004 et août 2018, 7907 personnes ont été tuées dans différentes parties de l'Inde. La majorité des civils tués étaient des autochtones.²²

Parmi les personnes qui ont été tuées en 2018 par les maoïstes on compte :

- Ganga Madkami (30) au village de Sudhakunda, près du commissariat de Kalimela, district de Malkangiri, Odisha, dans la nuit du 20 juin.²³

- Jarayam, alias Saloo (30), au hameau tribal de Chukka Goyyi, district de Visakapatnam, Andhra Pradesh, le 28 juillet.²⁴

- Irpa Vankates-warlu (52), zone forestière de Kurnavalli district de Bhadradi Khothagudim, Telangana, le 11 septembre.²⁵

- Ananta Ram Bhumia village de Dhakadrasi, district de Malkangiri, Odisha, le 23 octobre.²⁶

- Guru Khila (48), près de Baladural, zone de Tankamuna, district de Malkangiri, Odisha, le 27 décembre.²⁷

Tous, parmi d'autres victimes !

Non restitution des terres tribales accaparées

Il existe de nombreuses lois interdisant la vente ou le transfert de terres autochtones tribales à des non tribaux, elles rendent aussi obligatoire la restitution des terres indument

accaparées aux propriétaires autochtones. Toutefois ces lois restent en partie inefficaces, et de nombreuses tentatives sont faites pour les affaiblir. Selon le service de « Veille des conflits sur les terres » (*Land Conflict Watch*), il y aurait en cours sur l'ensemble de l'Inde, environ 666 conflits de ce type, portant sur un enjeu de 2 414 014 acres de terre, et impliquant 7 363 509 personnes.²⁸ Le fait de l'accaparement des terres tribales n'est donc pas en train de diminuer, mais le gouvernement de l'Inde ne met aucune donnée centralisée à disposition sur cette question.²⁹

A titre d'exemple, dans la région du Telangana, les propriétaires autochtones ont porté devant la justice 50 358 cas questionnant la légalité du transfert et/ou l'occupation indue de 200 655 acres de leurs terres par des non autochtones dans les districts de Khammam, Warangal et Adilabad, inclus dans la zone des « Tribus Recensées » depuis janvier 2018. Sur ces cas, pour 94 520 acres de terres (soit 47% des terres tribales accaparées), il y a eu des décisions de justice favorables aux non tribaux, comme en janvier 2018. Les tribunaux ont pris des décisions favorables aux autochtones sur 30 004 cas, couvrant une surface de 101 910 acres (soit 50,8% des terres accaparées). Mais, les agences de mise en application de la loi n'ont pu faire restituer que 81 887 acres de terres, correspondant à 22 704 cas. Cela signifie que de fait, un total de 20 023 acres de terres, reste aux mains des non autochtones. Les terres à restituer aux tribaux après les jugements des tribunaux sont passées de 10 444 acres en 2005 à 20 023 acres en 2018, dans cet Etat du Telangana.³⁰

Le 28 mai le président de la Commission nationale pour les Tribus Recensées (*National Commission for Scheduled Tribes – NCST*), Nand Kumar Sai, a confirmé que des non autochtones occupaient des terres dans les zones tribales autonomes du District du Tripura et exhortait le gouvernement de l'Etat du Tripura à restituer à leurs propriétaires tribaux ces terres accaparées.³¹

Situation des Populations autochtones déplacées en Inde

Le gouvernement n'a pas réussi à réinstaller les millions d'autochtones déplacés sur le sol indien au cours de nombreuses années, du fait des conflits ou des projets de développement.

Le 31 décembre, Sudarshan Bhagat, ministre d'État aux affaires intérieures reconnaissait devant la Chambre Basse du Parlement indien (*Lok Sabha*), que sur un total de 8,54 millions de personnes autochtones déplacées du fait des nombreux projets de développement entre 1951 et 1990, seulement 2,12 millions avaient été réinstallés. Ainsi 6,42 millions de tribaux déplacés en Inde n'ont pas trouvé de solution. La plupart des tribaux déplacés l'ont été soit du fait de constructions de barrages (6,32 millions), soit des mines (1,33 million), soit de la protection de la nature et de la vie sauvage (0,45 million), soit de l'industrialisation (0,31 million), ou d'autres projets divers (0,13 million).³²

De même dans les situations où le gouvernement prétend avoir réinstallé les tribaux après leur expulsion/déplacement, ceux-ci ont perdu leurs moyens d'existence, en l'absence d'une réinstallation adéquate. Par exemple, dans l'Andhra Pradesh, 56 495 familles au total ont été touchées par le projet d'irrigation de Polavaram. Sur ce nombre 1317 familles ont été déplacées dans des colonies de réinstallation. Le gouvernement de l'Andhra Pradesh a indiqué avoir fourni seulement des terres cultivables à ces familles, conformément au « *Droit à une compensation équitable et à la Transparence dans l'acquisition des terres* » de « l'Acte de Repeuplement et de Réinstallation » de 2013.³³ Mais la NSCT suite à une visite sur le terrain en mars 2018, a constaté qu'on avait alloué à ces familles tribales des terres impropres à la culture, au lieu des terres cultivables acquises pour elles. La commission du NSCT a aussi établi que de nombreuses familles tribales, qui jusque là étaient dépendantes de fait des

petits produits de la forêt, se retrouvaient privées de leurs moyens d'existence après ce transfert nécessité par le projet.³⁴

Au Tripura, à la fin de 2018, 32 000 tribaux bru qui avaient fui le Mizoram en 1997, vivaient encore dans des camps de secours aux réfugiés. Le 3 juillet, un accord quadripartite a été signé à New Delhi. Il impliquait le gouvernement de l'Inde, le gouvernement des Etats du Tripura et du Mizoram, et un « collectif » des populations autochtones bru déplacées, (*Mizoram Bru Displaced Peoples Forum-MBFPPF*) en vue d'un retour au Mizoram de ces populations bru déplacées, avant le 30 septembre.³⁵ Mais comme les Bru n'étaient pas satisfaits des conditions matérielles du retour, le « collectif » des populations Bru du Mizoram s'est retiré de l'accord.³⁶ Aussi le gouvernement de l'Inde a-t-il décidé l'arrêt après le 1^{er} octobre, de toute assistance aux camps de réfugiés bru, avec l'objectif de les forcer à retourner au Mizoram. Toutefois, l'assistance aux camps de réfugiés a repris le 22 octobre, sous condition de ne continuer que jusqu'au 15 janvier 2019.³⁷ L'arrêt temporaire de l'assistance, y compris des rations alimentaires, aurait rapporte-t-on, conduit à des situations de famine dans les camps de secours.³⁸ Seulement 45 familles Bru sur les 5407, sont retournées au Mizoram dans le cadre de cet accord quadripartite.³⁹

Répression dues aux Lois forestières

Près de 90% de la population autochtone tribale du pays vit dans les zones rurales.⁴⁰

Un grand nombre de personnes des Tribaux Recensés (*Scheduled Tribes*) résidant dans les forêts continuent de voir leurs droits bafoués, ceux liés à l'Acte de 2006 en particulier, « *Reconnaissance des Droits de la Forêt pour les Tribus Recensées et les autres habitants traditionnels de la Forêt* », (appelé en abrégé FRA : Forest Rights Act).

Selon les informations disponibles au Ministère des affaires tribales un total de 4 210 378 demandes de titres de propriété, (4 064 741 individuelles et 145 637 communautaires) ont été sollicités pour tout le pays, au 31 août 2018, en lien avec le FRA. Sur ce total, 1 879 372 titres ont été reconnus : (1 808 819 individuels et 70 553 communautaires), soit 44,6%. Par contre 1 940 492 demandes, soit 46%, ont été refusées. L'étendue de la zone forestière pour laquelle les titres de propriété ont été reconnus est de 15 523 868 acres (*1 acre = un demi hectare*), soit 4 582 216 acres pour les titres individuels et 10 941 652 acres pour communautés forestières.⁴¹ Le 27 juin, le Ministère des affaires tribales (*Mota*) a exprimé des inquiétudes sur la violation des droits liés au Forest Rights Act (FRA) et a demandé à tous les gouvernements d'Etat d'arrêter de rejeter des demandes pour des raisons non valides.⁴²

Au Maharashtra, le 21 novembre, environ 10 000 agriculteurs tribaux ont marché de Thane à Mumbai, Ils demandaient des prêts et des droits à la terre, parmi d'autres choses.⁴³ Ils ont arrêté le mouvement de protestation le 22 novembre, quand le premier ministre Devendra Fadnavis les assura qu'il réparerait les torts, en incluant une compensation pour la sécheresse, et le transfert des droits de la forêt aux tribaux à la fin décembre 2018.⁴⁴ On rapporte que dans 231 556 cas, le constat a été fait que la propriété de la terre n'avait pas été donnée aux agriculteurs qui la cultivaient ou qui était en leur possession.⁴⁵ Plus tôt, en mars 2018, plus de 35 000 cultivateurs, la plupart autochtones, ont marché de Nashik à Mumbai pour faire pression et appuyer leur demande incluant les droits à la terre.⁴⁶

Le 14 mars, le Ministère de l'environnement de la forêt et du changement climatique (MoEFCC) a produit un « document-projet » de politique nationale pour la forêt (DNPF) en

sollicitant des commentaires publics. Les militants Adivasi l'ont qualifié d'anti Adivasi, d'anti résidents de la forêt, d'anti écologie, et ils ont demandé son retrait.⁴⁷ Ce document DNPf cherchait à amoindrir l'Acte des Droits de la forêt (FRA) qui sert de garantie pour les droits des tribaux et les résidents traditionnels de la forêt, sur le territoire forestier et les ressources de celui-ci. Le Ministère des affaires Tribales (MoTA), s'opposait lui aussi à ce projet, craignant qu'il ne favorise la privatisation des forêts et ne fragilise les droits des communautés qui y vivent. Dans une lettre du 19 juin, au secrétaire du Ministère de l'environnement, de la forêt et du changement climatique, (MoEFCC), C K Mishra, secrétaire du Ministère des affaires tribales (MoTA) indiquait que le MoEFCC n'avait pas la juridiction exclusive pour donner le cadre des politiques relatives à la forêt et regrettait le manque de consultation avec le MoTA dans l'élaboration de ce document-projet national de politique de la forêt.(DNPf).⁴⁸ Ce projet n'a pas été adopté en janvier 2019. Pourtant le 3 décembre, le MoEFCC a indiqué au gouvernement de l'Etat du Maharashtra que tout projet visant à modifier les zones forestières n'avait pas besoin d'être soumis au FRA pour approbation initiale.⁴⁹

Au Jharkhand le gouvernement a identifié environ 1000 familles, vivant dans 8 villages qui devaient être réinstallés hors de la zone de la « Réserve de Tigre de Palamu » (PTR). En Novembre 2018, le gouvernement de l'Etat avait augmenté la compensation prévue de 1 million de Roupies à 1 million et demi de Roupies, espérant ainsi appâter les familles des villages tribaux pour un départ volontaire de leur plein gré, hors de la Réserve.⁵⁰ Après que la Commission Nationale des Tribus Recensées (NCST) ait exprimé ses inquiétudes, le gouvernement de l'Etat l'a alors assurée le 20 décembre, que personne ne sortirait de la zone sans son plein consentement.⁵¹

Situation des femmes autochtones

Les femmes et les jeunes filles autochtones sont privées de nombre de leurs droits. Leurs droits, tant collectifs qu'individuels, sont violés à la fois dans la sphère publique et dans la sphère privée. Violences sexuelles, trafics, meurtres ou stigmatisations en tant que sorcières, violence d'Etat ou militaire, impact des déplacements générés par le développement, toutes ces raisons définissent les problématiques majeures.

Les forces de sécurité ciblent aussi les femmes en vue de violences sexuelles. Une équipe de recherche sur ce type de faits, constituée de « *Femmes contre le Violence Sexuelle et la Répression d'Etat* » (WSS), et « *Coordination des Organisations pour les Droits Démocratiques* » (CDRO), a indiqué que la police du Jharkhand avait effectué le 26 juin, un raid contre le village de Gaghra, district de Khunti, (sous le prétexte d'arrêter 3 leaders du mouvement Pathalgarhi suite à l'incident du viol de 5 femmes), avec une attaque brutale des villageois avec leurs bâtons (lathi). L'un des villageois, Birsa Mundi est mort sur les lieux après avoir été frappé à la tête avec un lathi.

Le 27 juin une force d'intervention de 1000 membres constituée de la Réserve Centrale des Forces de Police, de la Force d'Action Rapide, de la Force d'Action du Jharkhand, et d'autres unités, ont fait un raid sur Ghaghra et sept villages voisins. L'équipe de recherche sur les faits (WSS et CDRO) a établi que :

« Les forces de Sécurité ont déchainé une violence brutale, sous forme de tabassages, d'atrocités sur les hommes, les femmes et les enfants, avec charges de lathi, bombes lacrymogènes, projectiles en caoutchouc. Ils ont aussi attaqué les maisons des habitants. Les femmes qui tentaient de fuir cette violence ont été prises et violentées. Une femme a été trainée au sol, brutalisée, et ses vêtements ont été déchirés par les forces de police. Le récit du viol d'une

femme au moins, a été confirmé, et d'autres récits indiquent d'autres viols et brutalités dans les villages voisins. »⁵²

Le 20 avril 2018, une vieille femme autochtone de 70 ans, nommée Tara Devi, du village de Badsa dans le district d'Hisar de l'Etat d'Haryana, a été torturée dans la prison du poste de police d'Hisar, district d'Hisar, après avoir été arrêtée en raison d'une affaire de vol. La Commission de la Femme, de l'Etat d'Haryana, a confirmé que cette femme avait été soumise à la torture en prison.⁵³

NAGALIM

Les Naga habitent un territoire connu sous le nom de Nagalim, situé entre la Chine, l'Inde et le Myanmar (ex- Birmanie). Ils occupent une zone d'environ 120 000 km². Ils sont constitués de plusieurs tribus, principalement dans la région Nord-est de l'Inde et le Nord-ouest du Myanmar.

Point sur le processus de paix.

Alors que depuis 1997 l'accord de cessez le feu a tenu bon entre le Gouvernement de l'Inde (GoI) et le mouvement du Conseil national socialiste du Nagalim (NSCM-IM), les services de renseignement de l'Inde et la classe politique continuent de miner la cohésion des Naga.

Les journalistes écrivent et discutent ouvertement de l'orchestration par l'Inde et le Myanmar des divisions politiques.⁵⁴ Néanmoins, les pourparlers politiques continuent entre le gouvernement de l'Inde et les Naga. L'enjeu est celui de l'intégration de tous les territoires Naga.⁵⁵ La question de créer une Constitution séparée, un drapeau,⁵⁶ un passeport,⁵⁷ une force de défense conjointe, un contrôle des ressources, une représentation séparée aux Nations Unies, et une politique étrangère est pointée comme la problématique centrale à travailler.

Les conjectures sur le compromis Naga ont été alimentées en partie par un Rapport du Parlement indien.⁵⁸ Un interlocuteur indien, Mr N. Ravi a informé une Commission parlementaire que le NSCN (IM) aurait donné son accord sur un Etat Naga à l'intérieur de la Fédération de l'Inde, mais disposant d'un statut spécial, affirmant ainsi un changement de la position précédente du groupe Naga qui était : « *avec l'Inde, pas à l'intérieur de l'Inde* ».

Cependant, le NSCN (IM) maintient que la souveraineté des Naga n'a jamais été mise en doute.⁵⁹ Le chef des négociateurs Naga, Th. Muivah, se demandait seulement si l'Inde pouvait revenir sur ses engagements précédents, pris pendant des négociations ayant duré plus de deux décades.⁶⁰ Toutefois les représentants du Gouvernement indien, ont ouvert un dialogue avec un autre collectif de groupes nationaux Naga,⁶¹ même si ses composantes restent largement incluses dans l'actuel Etat indien du Nagaland. Cependant, la société civile Naga a bien accueilli ce nouveau processus espérant davantage de dialogue politique et qu'une compréhension s'ensuivrait entre ce nouveau groupe et le NSCN (IM), créant ainsi dans cette démarche les conditions d'une réconciliation entre Naga.

Naga sans frontières

Le 10 janvier 2018, le premier « Naga Day »⁶² a été célébré pour soutenir l'esprit du « mémorandum » lié à la Commission Britannique « Simon » en 1929. Ce mémorandum cherchait à esquisser le désir Naga pour une autodétermination des Nagas et une décentralisation de l'Union Indienne ⁶³:

« nous prions pour ne pas avoir à être jetés à la merci de gens qui n'auraient jamais pu nous conquérir eux-mêmes, et à qui nous n'avons jamais été soumis ; mais de nous laisser seuls pour nous déterminer par nous-mêmes comme dans le temps jadis » !⁶⁴

La déclaration du « Naga Day » conduisait à la recherche d'un rapprochement avec les Naga des pays voisins.⁶⁵ Cela oblige l'Inde et le Myanmar à présenter des excuses au peuple Naga pour les violations flagrantes des droits de l'homme, en vue de faciliter la construction de nouvelles relations. Un appel a été lancé pour aborder et parler le trauma collectif causé par des décades d'un joug militaire sur le peuple Naga par l'Inde et le Myanmar.

Menace de l'intérieur

Même si la classe dirigeante politique et économique Naga maintient des liens proches avec la classe dirigeante indienne, de nouvelles alliances de pouvoir sont en train d'émerger d'elles-mêmes. L'anthropologue Naga Dolly Kikon montre que l'Inde a construit un système de divisions politiques au sein du peuple Naga, en opposant des groupes les uns contre les autres et en créant de nouvelles structures de pouvoir, d'autorités et d'élites tribales, ce qui permet au cauchemar et à la terreur politique de s'étendre.⁶⁶ La définition de qui est indigène et « local » dans le domaine Naga est utilisée pour cliver une autre approche Naga, basée sur d'autres catégories où ils sont mis habituellement.

De plus, l'Inde utilise ses technologies de surveillance et ses informateurs (y compris Naga) pour perturber et diffamer les Naga. En 2018 le Naga Hoho, corps social traditionnel principal, a été miné, confrontant ses fonctionnaires à de multiples crises internes.⁶⁷

Ensemble, avec le Mouvement pour les Droits de l'Homme des Peuples Naga, (NPMHR), l'association des Mères Naga (NMA), et la Fédération des Etudiants Naga (NSF), le Hoho Naga est la cible de campagnes de diffamation.⁶⁸

Les défenseurs des Droits de l'Homme, y compris les journalistes et les experts, ne se sentent pas en sécurité pour parler librement de ces campagnes. Il existe une histoire qu'on raconte aussi bien à l'intérieur de la société civile que dans les groupes armés nationaux Naga : *« Protéger les Naga des autres Naga »⁶⁹*

Les Naga doivent arrêter de se supprimer les uns les autres, dit Neingulo Krome, secrétaire général du (NPMHR),⁷⁰ le Mouvement pour les Droits de l'Homme des Peuples Naga. Il fait pression sur les Naga de l'Etat indien du Nagaland pour qu'ils prennent une responsabilité plus grande dans le processus de paix et qu'ils se rassemblent à nouveau en appuyant le mouvement Naga

Les militants coupés de leur base

Les défenseurs des Droits de l'Homme ayant des positions politiques connus sur la question Naga, ont été soumis à du harcèlement et des arrestations. Gautam Navlakha, personnalité nationale indienne importante a été arrêté le 28 août 2018. En tant que membre de l'Union Populaire pour les Droits Démocratiques (PUDR), Gautam était étroitement associé avec le mouvement Naga pour la paix. Il a été arrêté en même temps que quatre autres militants et avocats, sur une rumeur d'appartenance à l'organisation d'Elgaar Parishad⁷¹ à Pune, Maharashtra, le 31 décembre 2017. Gautam a été relâché par la police de Delhi, de la maison d'arrêt, le 1^{er} octobre 2018, suite à un arrêt de la cour. Le militant des droits dit qu'il ne peut laisser dans l'oubli les milliers de prisonniers politiques en Inde qui restent incarcérés pour leurs convictions idéologiques, sur la base de charges falsifiées contre eux en lien avec l'Acte de Prévention d'Activités Illégales (UAPA).⁷²

Un autre militant des droits en Inde, Rona Wilson, a été arrêté le 6 juin 2018 en même temps que plusieurs autres dans le cadre de l'UAPA et d'autres éléments du Code Pénal, à propos desquels « Amnesty International Inde » et « Human Rights Watch » ont écrit que ce n'était que des accusations pour motif politique.⁷³ En 2007, Rona était allé au Nagaland pour plaider contre l'envoi au Chattishgarh de militaires hautement entraînés appartenant au Bataillon de Réserve Indien (IRB), pour combattre des insurgés dans cet Etat. Il argumentait en disant que ceci n'était qu'une politique pour dresser les groupes tribaux les uns contre les autres, sous couvert de sécurité nationale. Il est toujours en prison.⁷⁴ Les experts des Droits de l'Homme des Nations Unies ont défendu Gautam et Wilson en demandant urgemment à l'Inde de mettre fin à la criminalisation des experts des Droits de l'Homme.⁷⁵

Casseurs de Paix

En janvier 2018 le NMA (*Association des Mères Naga*) visite la Birmanie et rencontre le NSCN-K, (l'autre branche du « Conseil National Socialiste Naga »)⁷⁶ en vue de l'encourager à entrer à nouveau dans le processus des négociations de paix avec l'Inde et les autres groupes nationaux Naga. Le voyage était tendu du fait des dangers et du risque d'interception par les services de renseignement birman. A côté de l'Union des Femmes Naga, opérant en dehors de l'actuel Etat de Manipur, l'Association des Mères Naga, reste sur l'avant scène de la plupart des initiatives de paix. En vérité, ces femmes qui sont étiquetées comme hostiles par la majorité des Etats de l'Inde, négocient à la fois avec le gouvernement et les mouvements clandestins.⁷⁷

Cependant en février 2018, les élections à l'assemblée de l'Etat du Nagaland montrent que toutes les femmes candidates sont battues. Quelques CSO's (Organisations de la Société civile), protestant sur le quota de femmes aux élections municipales, demandent instamment d'invoquer ce qui est prévu légalement à l'article 371(A) de la Constitution Indienne qui établit des clauses de sauvegarde afin de préserver les lois coutumières Naga. Cependant ces lois coutumières, excluent les femmes du pouvoir politique.⁷⁸ A la suite de protestations violentes,⁷⁹ la Cour Indienne « décortique les questions relatives au pouvoir des femmes et à la justice en utilisant sur ce qui touche de façon contingente la loi et l'ordre, l'altération et la perturbation de la façon de vivre Naga ».⁸⁰ Les défenseurs favorables à une plus grande participation des femmes dans le corps législatif représentatif reçoivent des menaces de mort. La conseillère de l'Association des Mères Naga Rose-mary Dzu-Vichu est alors obligée de se cacher.⁸¹ Malgré cela les femmes Naga sont restées actives et proposant politiquement. Une délégation de femmes venue du côté Indien, entreprend un voyage sur la zone Naga administrée de façon autonome, au Myanmar, pour constituer des réseaux et engager des conversations pour résoudre les conflits.

Lors de la 39^e session du Conseil des Nations Unies sur les Droits de l'Homme, l'Union des Femmes Naga a accusé le gouvernement de la région de Manipur et quelques conseillers de la vallée d'Imphal de s'opposer à l'intégration des Naga.⁸² Elle a fait la demande expresse d'une visite sur place du Rapporteur des Nations Unies sur les Droits des Peuples autochtones dans le Nord Est de l'Inde.⁸³

Réparation et Justice

Les victimes au titre d'abus contre les Droits de l'Homme doivent avoir accès à une réparation. Les Naga ont revécu cette façon de faire à la Haute Cour de Manipur de 1987 lors de l'affaire Oi-nam,⁸⁴ avec la première audience conduite le 2 Octobre 2018. Le Mouvement pour les Droits de l'Homme du Peuple Naga (NP-MHR) avait facilité les préparations légales.

Cependant, les personnels de la sécurité indienne n'ont pas mâché leurs mots contre les brutalités envers les personnels civils ou n'ayant pas de fonction d'Etat. En Juillet 2018, le Lt Colonel Dharamvir Singh du Premier Para commandos (Forces Spéciales) s'attira l'approbation de tous quand il exprima son opposition à l'Unité « du corps de surveillance et de renseignement » pour l'extorsion de renseignements et les « maquillages » de faux engagements mortels perpétrés contre des individus innocents.⁸⁵ Les Naga avaient protesté contre le côté extra légal et la mise en scène de faux engagements mortels⁸⁶ par les forces de sécurité et la police indienne qui indiquaient que ces meurtres résultaient d'actions d'auto-défense contre des personnes non fonctionnaires d'Etat.

Le 14 octobre 2018, sept officiers de l'armée indienne ont été condamnés à la prison à vie dans une mise en scène de ce type, vieille de 24 ans, au voisinage du district de Tinsukia dans l'Etat d'Assam.⁸⁷ C'est dans de telles circonstances que les agences de sécurité exercent leur pression et justifient la promulgation des lois.

Déclaration du Nagaland en « zone de troubles »

En fin d'année 2018, le Ministère indien des affaires intérieures a déclaré la totalité de l'Etat du Nagaland « zone de troubles », à partir du 30 décembre 2018, pour une période de 6 mois, qui serait suivie d'une autre période de 6 mois, après la fin de cette première période.⁸⁸ Cette déclaration donne à l'armée indienne des « pouvoirs spéciaux », qui d'après l'Inde, sont une nécessité.⁸⁹ Sans les sauvegardes d'un harcèlement légal, et de l'habilitation de ses militaires, ce que l'AFSPA90 fournit, il pourrait y avoir de sérieuses répercussions à un niveau tactique.⁹¹

Dans ce climat de militarisation perpétuelle, les Défenseurs des droits de l'homme des peuples autochtones (*Indigenous Peoples Rights Defenders* - IPHRDs) ont pris l'initiative, de les représenter sous de nombreuses formes et de les défendre sur une large série de problématiques – touchant à des problèmes domestiques et à la violence sexuelle, à la question du genre, au handicap, à la migration de populations non indigènes en provenance du Bangladesh, à l'extraction des ressources, au changement climatique, et à l'abolition de la peine de mort.

Les Naga du Myanmar

Parmi les régions les plus délaissées de l'Asie, la tentative des Naga de s'organiser et de se mobiliser eux-mêmes est confrontée au cynisme de la classe dirigeante de l'État du Myanmar et des dirigeants Birmans⁹². Le Myanmar continue de transgresser les lois sur les libertés civiles et politiques, grâce à une multiplication de législations et une militarisation continue. La loi de 2011 de « *transition pacifique et d'assemblée pacifique* » a de vagues dispositions qui permettent aux autorités de refuser toute demande qui conduirait une assemblée pacifique et démocratique sur ces terrains équivoques.⁹³ En 2018, un projet pour amender cette loi a produit des changements controversés. Une nouvelle disposition de l'article 18 ajoutée au chapitre 7, vise à punir quiconque finance ou fournit un appui à une protestation. Ils sont suspectés de violer la réglementation qui concerne la sécurité nationale

⁹⁴

La «Loi sur les transactions électroniques» vise les militants et journalistes qui utilisent de nouveaux moyens de communication. La loi punit quiconque se sert du numérique pour diffuser de l'information « qui va contre l'intérêt ou abaisse la dignité de toute organisation ou de toute personne ».⁹⁵ Ces outils légaux peuvent être utilisés de façon abusive par les autorités pour cibler ceux qui sont perçus comme opposants politiques.⁹⁶

Même dans ce climat, il existe un accroissement d'interaction et de synergie entre les Naga qui vivent dans les quatre Etats indiens, et bien sûr ceux du Myanmar. Les réseaux de médias sociaux, les engagements de défenseurs bénévoles des droits de l'homme Naga de Birmanie, le travail de terrain inter groupes déjà fait (hors acteurs d'état), les groupes fondés sur la loyauté, tout cela a ouvert de nouvelles opportunités de solidarité et de partenariat difficiles à établir jusque là dans un passé récent.

Chemin vers le futur

Les Naga des Etats de l'Inde et du Myanmar doivent saisir cette opportunité. L'Inde et le Myanmar ont beaucoup à gagner dans la reconnaissance des revendications Naga pour un futur autodéterminé. Les Naga doivent démontrer leur habileté politique en rejoignant leurs voisins et tous ceux qui ont des enjeux identiques. Il n'est pas aisé d'aller au bout de cette réalisation, mais un environnement démilitarisé peut beaucoup aider à faciliter le dialogue.

Notes and références

1. Since the Scheduled Tribes or "tribals" are considered India's indigenous peoples these terms are used interchangeably in this text.
2. Chhattisgarh govt to withdraw controversial land bill, The New Indian Express, 11 January 2018, available at <http://bit.ly/2INA0r8>
3. Chhattisgarh Govt To Return Tribal Land Acquired For Tata Steel Plant In Bastar, Huffingtonpost, 25 December 2018, available at <http://bit.ly/2IAw39n>
4. Assam CM inaugurates proceeding of handing over land pattas to landless families, All India Radio, 4 November 2018, available at <http://bit.ly/2IBOXg7>
5. Cabinet nay to 'ST Wife' buying tribal land, The Pioneer, 7 December 2018, available at <http://bit.ly/2IE0D1Z>
6. Parliament Passes Scheduled Castes and Scheduled Tribes (Prevention of Atrocities) Amendment Bill, 2018, Press Information Bureau, Govt of India, 9 August 2018, available at <http://bit.ly/2IDkGNY>
7. See the Gazette of India Ministry of Law and Justice, "The Scheduled Castes and The Scheduled Tribes (Prevention of Atrocities) Amendment Act, 2018," available at <http://bit.ly/2IMzsCe>
8. In Criminal Appeal No. 416 of 2018
9. Parliament Passes Scheduled Castes and Scheduled Tribes (Prevention of Atrocities) Amendment Bill, 2018, Press Information Bureau, Govt of India, 9 August 2018, available at <http://bit.ly/2IDkGNY>
10. SC order banning automatic arrest will dilute SC-ST Act: Govt to tell court, The Hindu Business Line, 1 April 2018, available at <http://bit.ly/2IBTC1n>
11. Op. cit "Parliament Passes Scheduled Castes and Scheduled Tribes (Prevention of Atrocities) Amendment Bill, 2018," available at <http://bit.ly/2IDkGNY>
12. Adivasistan: A Separate 'Independent' Area Where Indian Constitution, Laws Don't Apply, News18.com, 23 March 2018, available at <http://bit.ly/2IFd02s>
13. The Pathalgadi rebellion, The Hindu, 14 April 2018, available at <http://bit.ly/2IDoe2K>
14. Ibidem
15. 'Pathalgarhi demands legitimate', The Times of India, 11 November 2018, available at <http://bit.ly/2IBoa3n>
16. Police accused of beating up four teens in custody, The Times of India, 26 January 2018, available at <http://bit.ly/2IR8CZJ>
17. Tribal youth commits suicide in police custody in Odisha, The Hindustan Times, 9 February 2018, available at <http://bit.ly/2IDPRZy>
18. Odisha: Mob attacks cops, sets fire to police station over 'custodial death' of tribal man, The Hindustan Times, 9 February 2018, available at <http://bit.ly/2IDQx12>
19. Patrika (Hindi), 28 August 2018; available at: <http://bit.ly/2IE1zDv>
20. Tripura Youth commits suicide after Police allegedly tortured him in Lockup, Tripurainfoways.com, 24 December 2018, available at: <http://bit.ly/2IDoPI0>
21. 4 Tripura policemen booked for tribal youth's death, The Hindu, 25 December 2018, available at: <http://bit.ly/2IEADTU>
22. See Ministry of Home Affairs, "Left Wing Extremism Division," available at: <http://bit.ly/2IEEnRoJ> (accessed on 10 January 2019)
23. Maoists kill tribal man in Odisha, The Hindu, 22 June 2018, available at: <http://bit.ly/2IG3N5c>
24. Maoists kills 'police informer' in Andhra as their Martyrs' Week begins, The Hindustan Times, 28 July 2018, available at: <http://bit.ly/2IBggag>
25. Maoists kill tribal in Kurnavalli, The New Indian Express, 12 September 2018, available at: <http://bit.ly/2IE309V>
26. Odisha: 5 Maoists arrested for murder of tribal, The New Indian Express, 29 October 2018, available at: <http://bit.ly/2IE3Yhx>
27. Maoists Kill Tribal In Malkangiri, Odisha TV, 27 December 2018, available at: <http://bit.ly/2IE605V>
28. See Land Conflict Watch (India), available at: <http://bit.ly/2IFeZlQ> (accessed on 18 January 2019)

29. Response of the Ministry of Tribal Affairs to Unstarred Question No. 2543 in the Rajya Sabha on 03.01.2019
30. Report of the Indian Peoples' Tribunal on Land issues in Scheduled Areas of Telangana organized on 24 March 2018, available at: <http://bit.ly/2GMPdH9>
31. Panel seeks to free tribal land, The Telegraph, 29 May 2018, available at: <http://bit.ly/2IDTgHO>
32. Response by Minister of State for Tribal Affairs Sudarshan Bhagat to Unstarred Question No. 3076 in the Lok Sabha on 31 December 2018
33. Response of Minister of State for Water Resources, River Development and Ganga Rejuvenation & Parliamentary Affairs, Arjun Ram Meghwal to Unstarred Question No. 2862 in the Rajya Sabha on 7 January 2019
34. Response by Minister of State for Tribal Affairs Shri Jaswantsinh Bhabhor to Unstarred Question No. 788 in the Lok Sabha answered on 23 July 2018, available at: <http://bit.ly/2IRaaD1>
35. Tripura, Mizoram sign agreement for repatriation of Bru refugees, The New Indian Express, 4 July 2018, available at: <http://bit.ly/2IRaFNp>
36. Centre's 'Historic Agreement' With Mizoram Bru Refugees Falls Through 'for the Moment', The Wire, 17 July 2018, available at: <http://bit.ly/21Rb02D>
37. Mizoram | Bru refugees seek continuation of ration in relief camps, The Northeast Today, 15 January 2019, available at: <http://bit.ly/21BgLRG>
38. Short of food, Brus don't want to go to Mizoram to cast votes, The Times of India, 13 October 2018, available at: <http://bit.ly/21Bhcvl>
39. Centre stops rations for Bru relief camps, The Hindu, 1 October 2018, available at: <http://bit.ly/21DUd2Q>
40. Response by Minister of State for Tribal Affairs Shri Jaswantsinh Bhabhor to Unstarred Question No. 968 in the Lok Sabha answered on 17 December 2018
41. Statement of claims and distribution of title deeds under the Forest Rights Act, 2006 as on 31 August 2018, Ministry of Tribal Affairs, available at: <http://bit.ly/21E7A2P>
42. Tribal ministry tells states to stop rejecting FRA claims on invalid grounds, Down To Earth, 26 July 2018, available at: <http://bit.ly/21EBN11>
43. 10,000 farmers in Mumbai after walking 40 km, give 'wake up' call to govt, The Hindustan Times, 22 November 2018, available at: <http://bit.ly/21DpnY6>
44. Maharashtra farmers' protest LIVE: Land rights claims will be settled, says CM Devendra Fadnavis, The Indian Express, 22 November 2018, available at: <http://bit.ly/21Fzxaz>
45. Tribal farmers end protest after Maharashtra government accepts demands, The Times of India, 22 November 2018, available at: <http://bit.ly/21MFcfcg>
46. 10,000 farmers in Mumbai after walking 40 km, give 'wake up' call to govt, The Hindustan Times, 22 November 2018, available at: <http://bit.ly/21DpnY6>
47. 'Draft NFP anti-tribal, must be opposed', The Pioneer, 14 April 2018, available at: <http://bit.ly/21Bji9W>
48. Scroll, 17 July 2018, "Tribal affairs ministry opposes Centre's draft National Forest Policy for its 'privatisation thrust,'" available at: <http://bit.ly/21NEspQ>
49. Down To Earth, 05 December 2018, "Environment ministry makes forest rights Act irrelevant in initial stage," available at: <http://bit.ly/21RBlgj>
50. The New Indian Express, 2 November 2018, "Villagers to get 'disturbance allowance' for being relocated from Palamu Tiger Reserve in Jharkhand," available at: <http://bit.ly/21BpTpn>
51. Business Standard, 20 December 2018, "No displacement of villages in PTR: J'khand govt," available at: <http://bit.ly/21BqgJL>
52. Press Release of the CDRO and WSS fact finding of Khunti, Ghagra, Palamu Tiger Reserve and Sedition Cases, 19 August 2018, available at: <http://bit.ly/21BjF92>
53. The Tribune, 25 April 2018, "70-year-old woman 'tortured' in custody," available at: <http://bit.ly/21Bqlyt>
54. Kalita, Prabin. 2 October 2018. India, Myanmar pull off NSCN(K) split. Available at: <http://bit.ly/21r4dfN>; Mazumdar, Prasanta. 18 August 2018a. Chief impeached, NSCN-K divided in Nagaland on lines of nationality. Available at: <http://bit.ly/21oFClw>; Mazumdar, Prasanta. 28 October 2018b. Centre gets rare window to resolve Naga issue. Available at: <http://bit.ly/21qZ7Qr>
55. Morung Express News. 2 July 2018. Indo-Naga political talks sans integration is 'futile exercise'. Available at: <http://bit.ly/21FYb11>
56. Misra, Udayon. October 2018. *The Nationalism Debate and India's Northeast Experience*. Available at: <http://bit.ly/21JRchl> (Pages 12-15)
57. Bose, Tapan. 26 December 2015. Indo-Naga Framework Agreement: Apprehensions and Expectations. Available at: <http://bit.ly/21Vv4kr>
58. 213rd Report of the Parliamentary Standing Committee on Home Affairs, on the 'Security Situation in the North Eastern States of India' presented to Rajya Sabha, Upper House of Indian Parliament on 19 July 2018, available at: <http://bit.ly/21skPDL>
59. Gogoi, Bhadra. 13 August 2018. NSCN-IM word on Naga unity. Available at: <http://bit.ly/21HE24C>
60. NE Live. 14 February 2019. *Thuingaleng Muivah speaks to NE Live: There is no confusion in peace talks*. Available at: <https://youtu.be/s0cr9L0gdJc>.
61. Seven Naga national political groups, including the Khango faction of the erstwhile Myanmar-based faction of the NSCN(K).
62. Organised by the Forum for Naga Reconciliation (FNR)
63. UNPO. 12 January 2018. *Nagalim: First 'Naga Day' Celebrated in Spirit of Community Unity*. Available at: <https://unpo.org/article/20560>
64. See Nagas Without Borders, a publication of the Forum for Naga Reconciliation 2017
65. Meiteis, Ahoms, Karbis, Kacharis, Dimasas, Kukis, Arunachalis, Hmars, Paites, etc.
66. Kikon, Dolly. 2015. *Life and Dignity: Women's Testimonies of Sexual Violence in Dimapur (Nagaland)*, NESRC Monograph Series – 1. Pages 76-77.

67. See Nagaland Page, "Divided Naga Hoho in crisis," available at: <http://bit.ly/2IojXju>
68. Eyben, Vivan. 23 July 2018. Indo-Naga Talks: The Difficult Road to Peace. Available at: <http://bit.ly/2lr2Z46>
69. Pou, Z.K. Pahrii. 15 December 2014. *Present situation of Nagaland*. Available at: <http://bit.ly/2lFXmze> (The article first appeared in *The Morung Express* on 3 September 2014 on Page 7 as *Analysing the Present Situation of Nagaland*. Available at: <http://bit.ly/2lFWPxe>)
70. Naga Republic News. 9 July 2018. *Memories of Oinam Hill – Operation Bluebird as Nagas remember pain and suffering with hope for justice*. Available at: <http://bit.ly/2loWDC4>
71. Elgaar Parishad was a gathering of several Indian organisations as part of preparations to commemorate 200 years since the 1818 "Battle of Koregaon" when the Mahars (lower castes or Dalits) assisted the East India Company in defeating upper caste Hindu Brahmins
72. Mishra, Siddhanta. 1 October 2018. *Honest word has more power than bullets, says Gautam Navlakha after release from house arrest*. Available at: <http://bit.ly/2ltHklu>
73. Human Rights Watch. 30 August 2018. *India: 5 More Rights Activists Detained Stop Prosecuting Dissent; Repeal Abusive Counterterrorism Law*. Available at: <http://bit.ly/2lrCwK9>
74. PTI. 10 January 2019. *SC reserves verdict on Maharashtra's plea in Koregaon- Bhima case*. Available at: <http://bit.ly/2lFWlao>
75. See States News Service, "India: terrorism charges are pretext to silence human rights defenders, say un experts" at State Library of Victoria, available at: <http://bit.ly/2DXnwHT>
76. National Socialist Council of Nagaland faction led by late SS Khaplang is currently splintered into NSCN-K (Khango Konyak) and NSCN-K (Yung Aung). NMA met with the Khango led NSCN(K)
77. Banerjee, Paula. 2014. *New Conundrums for Women in North-East India*, EPW, Vol. 49, Issue No. 43-44, 1 November 2014. Available at: <http://bit.ly/2lJQP6r>
78. Zhimomi, Inotoli. 2017. *The Politics of Political Participation and the Human Rights of Naga Women: Discussing Gender, Culture and CEDAW* in Human Rights in Nagaland, Emerging Paradigms, edited by Lanusashi Longkuker and Toshimenla Jamir.
79. Dodum, Ranju. 8 February 2017. *Nagaland Violence: A State Divided Over Its Women And More*. Available at: <http://bit.ly/2lItMc6>
80. Kham Khan Suan Hausing. 11 November 2017. 'Equality as Tradition' and Women's Reservation in Nagaland in *Economic and Political Weekly (EPW)*, Vol. 52, Issue 45.
81. Bhandare, Namita. 10 February 2017. *Who's afraid of the Naga Mothers?* available at: <http://bit.ly/2lPjLR5>
82. Ibidem
83. 39th HRC. 10 – 28 September 2018. *Protection of Indigenous Peoples' Rights vis-a-vis the Ongoing Indo-Naga Peace Talks* (Written statement submitted by Liberation, a nongovernmental organization on roster at the 39th Session of the UNHRC in Geneva in September 2018). Available at: <http://bit.ly/2lJQaBZ>
84. Oinam and surrounding Naga villages in present Manipur state were subjected to months of Indian military combing operations following an attack on its camps by a Naga armed group. Operation Bluebird was launched by the Indian military leading to torture and deaths of Naga civilians.
85. Imphal Free Press. 28 July 2018. *Army's systematic custodial murders exposed: Army abducted Lt. Col. Dharamvir reveals all in affidavit to HC*. Available at: <http://bit.ly/2lPjRbp>
86. Eastern Mirror News. 6 February 2016. *Naga students on 'fake encounter'*. Available at <http://bit.ly/2lVuFOX>
87. Mohan, Vijay. 14 October 2018. *Maj Gen, two Cols get life for 'fake kill' Held guilty by GCM for Manipur encounter*. Available at: <http://bit.ly/2lADxiO>
88. The "disturbed area notification" is concurrently in effect in the other three Indian states where the Nagas ancestral domain extend. While the whole of Assam state is 'disturbed', the three Naga districts of the state of Arunachal Pradesh (namely Changlang, Tirap and Longding) and eight police stations bordering Assam have been declared disturbed. Ironically, Assam and Manipur have not waited for New Delhi announced the declaration independently. In the state of Manipur, save for a 34 square kilometre denotified area in the Imphal valley, the entire state is declared disturbed.
89. Peri, Dinakar. 2 November 2018. *It's not yet time to revoke AFSPA: Manipur Chief Minister Biren Singh*. Available at: <http://bit.ly/2lPxxyo>
90. Armed Forces (Special Powers) Act of 1958
91. Singh, Harinder. 6 July 2010. *AFSPA: A Soldier's Perspective*. Available at: <http://bit.ly/2lOkjqk>
92. Naga Youth Organisation, Burma. September 2010. *Life Under Military Rule: Human Rights Violations of Nagas in Burma*
93. FORUM-ASIA. 21 March 2018. Myanmar: Lower House should reject proposed amendments to Peaceful Assembly Law. Available at: <http://bit.ly/2lIJVnl>
94. See Free Expression Myanmar, "Bill of Amendment of the Peaceful Assembly and peaceful Procession Law," available at: <http://bit.ly/2lRt5Ed>
95. Johnson, Constance. 10 October 2016. Myanmar: Law Used to Stifle Dissent Abolished. Available at: <http://bit.ly/2lmx303>.
96. FORUM-ASIA. 21 March 2018. Myanmar: Lower House should reject proposed amendments to Peaceful Assembly Law. Available at: <http://bit.ly/2lIJVnl>

Athili Sapriina est boursière du Rotary pour la paix et possède une maîtrise en études internationales (niveau avancé) en paix et résolution des conflits. En tant que praticien des médias, il a mené une recherche indépendante sur les stratégies de lutte contre la surpopulation de l'Inde en utilisant de la propagande et de nouveaux outils médiatiques. Il est associé au Mouvement des peuples naga pour les droits de l'homme depuis le milieu des années 1990.

Paritosh Chakma, administrateur, Centre asiatique des droits de l'homme.

*Source : IWGIA The Indigenous World 2019
Traduction par **Catherine et Henri Amblard**
membres du réseau des experts du GITPA*